

Assemblée des communistes du Bas-Rhin du 3 février 2016

Compte-rendu thématique des discussions

Le PCF et le monde du travail : un camarade souligne la difficulté d'entretenir aujourd'hui les liens entre le parti et le monde du travail. La destruction du salariat liée aux évolutions du capitalisme et aux politiques menées est un grave danger. Il est donc urgent pour le parti de trouver des pistes pour mieux s'adresser aux travailleurs les plus précaires, et pour mieux défendre le monde du travail et les droits des travailleurs. La question du travail a été ensuite abordée sous l'angle de l'assujettissement auquel correspond l'emploi. Le fordisme apparaît aujourd'hui comme dépassé, et nous nous situons dans une période de transition vers un nouveau mode d'organisation de la production et de régulation du capitalisme : le parti doit en tenir compte dans son analyse du système productif, du travail et de la situation concrète des travailleurs. Un camarade s'inquiète du caractère presque uniquement défensif des luttes dans lesquelles le parti et les syndicats sont aujourd'hui engagés, et de la situation générale de la lutte syndicale et politique. Malgré tout, la colère populaire existe, ce dont témoigne par exemple le succès relatif de la manifestation des fonctionnaires du 26 janvier. Plusieurs interventions soulignent cependant le fait qu'il ne faut pas surestimer la conscience de classe des travailleurs : beaucoup de gens se considèrent déjà heureux d'avoir un emploi, quelles qu'en soient les conditions.

Le PCF et les classes populaires : cet enjeu se retrouve dans presque toutes les interventions. Il est extrêmement positif que l'on en ait fait une question centrale du congrès. Plusieurs camarades s'interrogent sur le public auquel le parti s'adresse. Un camarade fait référence aux travaux du sociologue Julian Mischi (notamment *Le Communisme désarmé*) portant sur le lien entre le PCF et les classes populaires, qui contiennent des réflexions stimulantes. Faut-il parler du « peuple » en général ? Des classes populaires ? Du « peuple de gauche » ? Du « peuple de France » ? Un camarade considère par exemple que les petits patrons ont bien plus d'intérêt en commun avec les salariés qu'avec le MEDEF et qu'il faudrait davantage le souligner. Plusieurs camarades évoquent la nécessité de s'adresser aux classes populaires qui ne sont pas déjà mobilisées et intégrées dans des structures syndicales ou associatives car il s'agit de la majorité d'entre elles. La perspective d'une grande enquête auprès de la population, dans la continuité du « tour de France » de Pierre Laurent, intéresse de nombreux camarades, même si certains rappellent que le parti prend régulièrement ce genre d'initiatives depuis plusieurs années sans que les résultats soient nécessairement au rendez-vous. Cette enquête ne peut pas avoir vocation à remplacer une enquête sociologique, elle doit aussi nous permettre de faire connaître nos propositions – même s'il ne faut pas chercher à imposer à la population des solutions toutes faites en considérant que nous disposons déjà de toutes les réponses. Il est nécessaire de prendre en compte l'abstention massive et le fait que 60% des Français ne font plus confiance à la politique. Un camarade ajoute qu'il est urgent de s'adresser aux jeunes générations qui n'ont jamais connu l'alternative.

Le long terme et le court terme – projet et programme : plusieurs camarades considèrent que les textes que nous produisons sont de qualité, mais qu'ils n'offrent pas de réelle perspective de long terme que viendrait unifier un projet d'ensemble. Ainsi, « La France en commun » s'en tiendrait souvent à des propositions chiffrées mais la cohérence d'une stratégie globale de dépassement du capitalisme lui ferait défaut. D'autres camarades soulignent néanmoins que ces mesures d'urgence sont indispensables, qu'il faut aussi raisonner en termes de faisabilité. Il n'est pas nécessairement pertinent d'opposer le projet et le programme. « La France en commun » propose une méthode de travail qui est positive. Le parti dispose d'outils de travail et de réflexion sur les questions de fond, notamment *La Revue du projet*. Un camarade propose de s'emparer de quelques thèmes forts (par exemple : chômage, défense du régime local d'assurance maladie, solidarité internationale) pour mener la bataille idéologique.

La question européenne : de nombreux camarades s'interrogent sur la pertinence de notre projet européen. L'expérience grecque a jeté le trouble sur la possibilité d'une alternative progressiste au sein de l'Union Européenne. Certains camarades aimeraient que l'on puisse tirer un bilan serein de la stratégie de Syriza et que l'on réajuste notre stratégie politique en conséquence. La question de la sortie de l'euro est évoquée et fait l'objet de débats. Un camarade rappelle que le projet européen du PCF n'est pas figé, qu'il a déjà évolué dans le bon sens, ce dont témoigne le texte « Rompre et refonder l'Europe ».

Le Front national : la montée du Front national, notamment au sein des classes populaires, inquiète de nombreux camarades. La question de la meilleure stratégie à adopter pour lutter contre le Front national est posée. Faut-il considérer qu'il s'agit, au sens strict, d'un parti fasciste, et donc accepter toutes les configurations (y compris appeler à voter à droite) pour lui faire obstacle ? La stratégie du second tour des régionales de 2015 – où *de facto*, en région ACAL, nous avons appelé à voter pour la liste de droite alors même qu'une liste socialiste était présente – fait l'objet de discussions. Cette stratégie n'est-elle pas contre-productive ? Ne conduit-elle pas à donner raison au Front national et à son discours sur l'UMPS ?

Le PCF et ses élus : la question de l'utilité des élus communistes est posée par un certain nombre de camarades. Certains soulignent que la présence d'élus communistes dans des majorités avec le Parti socialiste peut conduire à des résultats intéressants pour la population – la zone unique pour les transports en Île-de-France en est un exemple et montre que des mesures concrètes peuvent faire la différence par rapport à la politique menée par la droite. Un camarade affirme que les élus communistes sont utiles lorsqu'ils parviennent à porter la colère populaire.

Le rapport avec le Parti socialiste : la plupart des interventions soulignent la nécessité pour le PCF d'avoir une stratégie de rupture plus claire vis-à-vis du Parti socialiste. L'ambiguïté que nous entretenons, par exemple lorsque Pierre Laurent participe à un meeting de Claude Bartolone entre les deux tours des régionales, nuit à notre cohérence politique. Un camarade souligne le fait qu'entre nous et le Parti socialiste, il ne s'agit plus d'une simple divergence stratégique au sein de la gauche : le Parti socialiste mène aujourd'hui une politique de combat au service du patronat. La phase historique ouverte par le Programme commun est aujourd'hui révolue et il faut en prendre acte. Certains camarades soulignent toutefois qu'il ne faut pas fermer la porte aux militants déçus du Parti socialiste et que la stratégie d'isolement du NPA ou de LO ne leur a pas permis de devenir plus audibles.

Les primaires : la position que le PCF doit adopter à l'égard des « primaires de la gauche » a fait l'objet de nombreuses interventions. Si certains camarades considèrent qu'elles peuvent permettre d'ouvrir un débat à gauche et de construire une alternative à une candidature communiste stérile à l'élection présidentielle de 2017, la plupart des interventions se montrent très critiques à l'égard de ce processus. Les personnalités à l'origine de cet appel médiatique ne font pas consensus et entretiennent le flou. Il apparaît nécessaire d'en discuter démocratiquement dans le parti. Certains camarades déclarent que les initiatives prises par Pierre Laurent – notamment les « lundis de la gauche » – ne permettront pas de s'adresser aux classes populaires et que nous aurions intérêt à faire un meilleur usage de notre temps et de notre énergie militante. Plusieurs interventions reprochent aux primaires de demeurer dans la logique « présidentialiste » de la Cinquième république. Des camarades proposent au contraire de remettre en avant la revendication d'inversion du calendrier présidentielles/législatives.

Le Front de gauche : plusieurs camarades considèrent qu'il faut faire le bilan du Front de gauche. Si

certains considèrent qu'il s'agit d'un échec, d'autres au contraire pensent que sa dynamique est bloquée mais qu'il a permis des avancées très positives. Plusieurs interventions évoquent le contenu politique fort de la campagne de 2012, malgré les difficultés liées au « conglomérat » des partis. La diffusion du programme « L'humain d'abord » et la mobilisation des classes populaires – sans équivalent depuis – ont été des points d'appui qu'il ne faut pas négliger et qu'il faudrait parvenir à réactiver.